Gestion de l'eau et de l'assainissement en Outre-mer : le CESE lance ses travaux



TRAVAUX PUBLIÉE LE 29/04/2022

Saisine liée : LA GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DANS LES OUTRE-MER

Formation de travail liée : DÉLÉGATION AUX OUTRE-MER

Les chiffres coulent à flots sur le problème d'accès à l'eau en Outre-mer :

> *31,7 % de la population mahoraise n'a pas accès à l'eau courante dans son logement et 59 % est dépourvue du confort sanitaire de base (coalition eau octobre 2020)*
>
> *entre 15 et 20 % de la population de Guyane n'a pas accès à l'eau alors que la Guyane dispose de la troisième réserve d'eau du monde (selon l'INSEE)*
>
> *1 habitant sur 2 de la Réunion ne peut pas boire l'eau du robinet car impropre à la consommation*
>
> *En Guadeloupe et Martinique, les habitants subissent des coupures d'eau incessantes, sans compter la pollution des cours d'eau et des sources au chlordécone qui va rester présent dans les sols et les eaux durant de nombreuses années.*

Michèle Chay (Groupe CGT) et Sarah Mouhoussoune (Groupe des Outre-mer) rapporteront ce projet d'avis au nom de la Délégation aux Outre-mer du CESE qui se saisit de ce sujet urgent.

Des enjeux multiples

Bien commun précieux, l'eau suscite des problématiques très marquées en Outre-mer :

- l'approvisionnement, l'assainissement, la distribution

Le paradoxe est une eau parfois abondante mais soit polluée (chlordécone dans les Antilles) soit mal distribuée par un réseau vétuste ou endommagé. Où en est le plan « Eau-DOM », signé en 2016, concernant les collectivités gestionnaires de services d'eau potable ou d'assainissement des cinq DROM et Saint-Martin

- l'usage, les tarifs

En Guadeloupe et Martinique, l'eau est la plus chère de France. L'eau potable utile aux populations est par ailleurs régulièrement indisponible et les citoyens doivent souvent acheter de l'eau en bouteille. Au regard du taux de pauvreté plus élevé en Outre-mer que dans l'Hexagone, le poids dans les budgets des ménages des dépenses contraintes liés à la consommation d'eau courante est disproportionné et inégalitaire. Au-delà de cette indisponibilité et du surcoût qu'elle engendre, les citoyens s'organisent et les actions en justice se multiplient. Comment réduire ces préjudices d'autant que d'autres usagers sont également touchés : centres de soins, sécurité civile... .

Le changement climatique, un nouveau défi

Comment le changement climatique impacte t'il cette ressource si fragile ? Les phénomènes climatiques exceptionnels deviennent réguliers : inondations, cyclones... Comment concilier une population croissante et des besoins en hausse avec l'équilibre et la préservation de ces territoires riches de biodiversité ?

Le CESE établira une évaluation de la mise en œuvre des différentes actions et plans à mener pour améliorer cette situation, à partir d'un diagnostic territoire par territoire. Un travail transversal avec les CESER permettra de compléter cette vue d'ensemble.

© - copyright CESE - Novembre 2026